

# Quelques réponses au désagréable perroquet de France 2 Gilles Bornstein



« Ce n'est pas la majorité... »

Certes, ce n'est pas la majorité, mais elle fait quoi, la majorité ?

Vieux débat lancé, dans les jambes de Nadine Morano, ce matin, à la télévision. De manière méchamment polémique et partisane, le journaliste d'A2 Gilles Bornstein n'a cessé d'objecter sur un mode répétitif, avec une agressivité manifeste : (mais) la « majorité des musulmans de France veut vivre son islam dans le cadre du respect des lois de la république ».

[http://www.francetvinfo.fr/politique/les-republicains/primaire-de-la-droite/4-verites-nadine-morano-l-islam-pose-un-probleme-en-france\\_1793093.html](http://www.francetvinfo.fr/politique/les-republicains/primaire-de-la-droite/4-verites-nadine-morano-l-islam-pose-un-probleme-en-france_1793093.html)

La question est-elle là ?

Soyons clairs : J'ai de nombreux amis musulmans, même de très observants, même un chiite, un autre qui se dit soufi, les autres sont sunnites.

Bien que ma famille ait payé un lourd tribut à la destruction des Juifs par le nazisme, j'ai toujours rejeté les mots d'ordre stalinien de 1941-1945 : « à chacun son boche ! Il n'y a de bon Allemand que mort ! ».

La majorité écrasante des Allemands, -même ceux qui en 1933 donnèrent au parti hitlérien la première place en Allemagne-, n'était pas pour régler la question juive comme Hitler (et son ami le mufti Husseini, avec lequel le chancelier du troisième Reich s'entretiendra de la décision qu'il allait communiquer aux cadres dirigeants de son parti et de son administration) le fera décider à la conférence de Wannsee : par les fusillades de masse du second semestre de 1941 ; par les ghettos fermés et la famine organisée (des ghettos fermés où les Juifs étaient entassés à 13 et plus par pièce dans de minuscules logements privés de chauffage même par les rigoureux hivers polono-ukraino-baltes des années 1940-1944) ; par l'enfermement dans les camps d'esclavage et d'extermination, et par les chambres à gaz.

Non, la majorité des Allemands n'était pas pour tout cela, même parmi les adhérents du parti nazi, même parmi les lecteurs de « mein Kampf », ceux du Stürmer et du Beobachter, même parmi des officiers SS, comme on le verra avec Oswald Bosco\*, et pourtant...

Quand une dictature s'impose, -par la prise du pouvoir ou par l'intimidation et la terreur étatique et/ou non-étatique-, ce n'est pas, ce n'est plus, la majorité qui compte ; ce qui compte, ce qui décide, c'est l'audace, le cynisme sanguinaire et la détermination ; c'est l'organisation et les réseaux de la minorité terroriste.

C'est le problème aujourd'hui : avec Boko Haram, avec Daesh, avec des groupes pakistanais, avec les Shébab somaliens, avec Ansar Din, avec tous les groupes salafistes ou salafisants tenants du djihad armé en Europe, Afrique, Asie, Papouasie, Polynésie, et dans les Amériques.

C'est le problème aujourd'hui, avec ces milliers de femmes (sur plusieurs millions) qui défient en France la légalité pour lui opposer leur propre légalité, celle qu'elles affirment être une loi « divine » au-dessus de toute loi humaine.

Nadine Morano était venue ce matin pour expliquer pourquoi elle se présentait à la primaire du parti, « les républicains » ; mais pendant tout l'entretien elle fut sommée, par le perroquet de service, de répondre à sa question à lui : « la majorité des musulmans qui acceptent les lois de la république ont bien le droit d'avoir des lieux pour prier ? »

Comme si c'était le problème, aujourd'hui, en France, au Nigéria...

Le journaliste, fort mal embouché au demeurant, aurait pu dire : comment comptez-vous régler le problème de ce milliardaire franco-algérien, ayant renoncé à son passeport et à sa nationalité française, s'invitant dans la politique française en défiant ses lois, notamment en payant, de sa poche ou de celle de son entreprise, les amendes pénales de ces femmes salafistes ou salafisantes sortant – volontairement ou malgré elles- sous ce que vous considérez être l'uniforme-prison (de chiffon noir, verdâtre, rougeâtre, marron-sale) en provenance de la tradition de certaines régions de la péninsule arabe ?

A l'inverse, le perroquet de service a mis en doute, ce qui est public, ce qui est officiel, et dont se vante monsieur Nekkaz : cet homme paye et paiera les amendes pénales des femmes jugées et condamnées pour port public du voile intégral. Ce monsieur, ce mécène d'un genre spécial, appelle à se placer au-dessus des lois.

Comment qualifier son acte et son islam ?

Islam compatible avec les lois de la république française ?

Islam-républicain ? Son action peut-elle continuer, sans poursuite ?

N'était-ce pas là des questions à poser à la candidate ?  
N'était-ce pas des questions en rapport direct avec un élément central de son programme d'action ?

En effet, ce matin on apprenait que cinq ou six femmes, - défiant l'arrêté municipal confirmé par le tribunal administratif-, s'étaient hier installées sur la plage de Cannes ou Nice, narguant ainsi le brave pandore municipal, elles étaient accoutrées du burkini (cette bourqâ-niqâb de bain). Mais notre brave journaliste n'était probablement pas au courant et ce n'était pas écrit sur le prompteur...

Il existe un homme, qui tente de reprendre le flambeau de Bourguiba lorsque celui-ci sillonnait la Tunisie pour redonner aux femmes ce qu'on leur avait pris avec leur dignité : l'accès au monde, avec tous les droits des hommes, avec le droit de disposer d'elles même.

Cet homme, le président égyptien, est venu au pouvoir en juillet 2013 contre les frères musulmans qui prétendaient imposer à la nation égyptienne ce contre quoi Nasser avait bataillé, sur le plan interne. 30 millions d'Égyptiens étaient descendus, à plusieurs reprises dans les rues, scander : Morsi démission ! Frères musulmans dehors !! La venue au pouvoir d'Al Sissi n'était un coup militaire qu'en apparence : elle était la volonté de l'Égypte qui refusait la dictature fanatique de chaque instant.

Devant les érudits musulmans de l'université Al Azhar, le Président Al Sissi a appelé l'islam à se réformer ; il l'a convié à entrer dans la modernité. Aucun écho n'a répondu à son invitation à devenir une croyance, en un Dieu unique et sans associé, dont les rituels seraient compatibles avec les lois civiles et le respect de ceux pensant différemment.

Avez-vous entendu les dirigeants de l'UOIF et des autres associations musulmanes de France à ce sujet ?

Ont-elles demandé à rencontrer Al Sissi, quand il est venu à Paris, ne serait-ce que pour lui demander une mesure de

clémence pour Morsi et ceux de ses amis qui n'auraient pas ordonné les dizaines et dizaines d'incendies d'églises, les pogroms meurtriers contre les autochtones Coptes descendants des anciens égyptiens, les sanguinaires attentats à la voiture piégée ?

Il est vrai, disent les mauvaises langues, que le cœur de ces responsables de l'islam de France -jurant leur grand-dieu leur modération et leur amour du « vivre ensemble »- sont membres ou proches des frères musulmans, alors l'appel d'Al Sissi...

Mais si c'était un autre musulman que ce chef du gouvernement égyptien – aux prises avec les attentats à la voiture piégée par les djihadistes salafistes, frères musulmans, daeshistes, nos braves modérés responsables associatifs musulmans en France- qui avait lancé cet appel solennel, que diraient-ils ? Leur choix d'être aux côtés des femmes sandwich du salafisme s'affichant sur les plages n'équivaut-il pas à une claire réponse : ils sont avec les piégeurs de voitures et contre le gouvernement émané des manifestations de plus de trente millions d'égyptiens qui ont déferlé dans toute l'Egypte en juin-juillet 2013.

C'est aussi une réponse à la question du perroquet de service de ce matin. Mais ce n'est peut-être pas exactement la réponse que ce professionnel de la non-information espérait quand même, en son for intérieur ?

**Alon Gilad**